

IMMIGRATION TURQUE ET MASS MEDIA

DOĞAN ÖZGÜDEN



IMMIGRATION TURQUE ET MASS MEDIA

Doğan ÖZGÜDEN

INFO-TURK
Avril 1983 - Bruxelles

Dessins:

FERRUH DOGAN

(Album de caricatures, Sergi, Istanbul 1974, Cem Yayınevi)

INFO-TÜRK

Section de

Recherche-Traduction-Documentation

Square Ch. M. Wiser 13/2 - 1040 Bruxelles

Tél: 230 34 72

D/1983/2198/44

PREFACE

Le nombre d'immigrés originaires de Turquie s'élève à 2,5 millions, en raison de leur taux de natalité élevé. La population totale de ces immigrés turcs, dont la plupart vivent en RFA, est plus élevée que celle de pays européens comme l'Islande, le Luxembourg, le Lichtenstein, Andorre, Monaco ou St Marin, et sera dans quelques années au niveau de celle de l'Irlande.

Appelés en Europe dans les années 60 comme travailleurs temporaires (gastarbeiter), les immigrés turcs, quelles que soient les mesures de rapatriement volontaire ou forcé que l'on envisage dans les milieux gouvernementaux d'Europe, sont de plus en plus en portés à s'établir, en raison surtout du développement de la deuxième génération. Cela rend encore plus urgente la solution à apporter à l'épineux problème de "l'intégration" de ces immigrés dans les pays d'accueil.

Malgré les politiques générales définies par la CEE, le Conseil de l'Europe et la CES, il serait difficile de parler de l'existence d'une politique de l'immigration consé-

quente et réaliste pour chacun des pays d'accueil. Seule peut être la Suède, depuis quelque temps, poursuit une politique d'intégration à longue échéance. Non seulement elle a reconnu aux étrangers établis dans le pays le droit de vote et d'éligibilité aux élections municipales, mais elle se prépare de plus à leur accorder ce même droit pour les élections législatives.

Par contre, il est par exemple impossible de parler d'une politique d'immigration conséquente en Belgique. Durant de longues années, afin de pouvoir rivaliser avec la RFA, pour attirer la force de travail étrangère, la Belgique a adopté une position indulgente vis-à-vis du "regroupement familial", mais actuellement, elle s'apprête à faire un pas en arrière, même dans ce domaine, sous l'influence de la xénophobie et du racisme qui relèvent la tête parallèlement à la montée de la crise économique. Les limitations des inscriptions, l'application de l'apartheid dans les écoles, les minervals imposés aux jeunes et enfants étrangers dans les écoles, à l'encontre du principe de "l'éducation générale gratuite", sont à l'ordre du jour des dirigeants belges...

Dans cette atmosphère viciée, il nous semble impossible d'attendre de ce gouvernement l'adoption d'une politique d'immigration cohérente, rétablissant l'égalité en droit des indigènes et des immigrés dans les domaines politiques, sociaux et culturels, ou au moins, une meilleure prise de conscience des réalités de la société, permettant l'élaboration de politiques à longue échéance.

Pourtant, Bruxelles en particulier, qui est la capitale de ce pays et qui devient celle de l'Europe, acquiert de plus en plus les caractéristiques d'une ville cosmopolite. Alors que le taux de l'immigration est de 8,9 pour-cent pour toute la Belgique, il est de 23,9% pour Bruxelles.

Tandis que la population belge vieillit de plus en plus, du fait de son faible taux de natalité, la population im-

migrée rajeunit au contraire par sa forte natalité; ce qui ne manque pas de provoquer des bouleversements dans la structure démographique de la Belgique en général et de Bruxelles en particulier. Déjà, à Bruxelles 42% de la population de 0 à 14 ans est composée d'enfants immigrés. C'est très clair: l'avenir de la vie sociale de Bruxelles et de la Belgique sera marquée par une composition démographique multi-nationale et multi-culturelle.

Devant un tel développement, les dirigeants belges ont le choix entre deux attitudes:

- Soit l'application d'une politique d'apartheid à la manière de l'Afrique du Sud, suivant en cela le chemin emprunté par l'actuel Bourgmestre de Schaerbeek;
- Soit donner à tous les immigrés le droit et la possibilité de s'intégrer à la vie sociale de la Belgique, avec les droits égaux, en conservant et en développant aussi leurs valeurs culturelles propres.

La première solution n'aura pour conséquence que la création de ghettos qui seront la matrice de crises sociales profondes en Belgique, et ceci dans un avenir assez proche.

Ceux qui souhaitent que la Belgique conserve sa vitalité, et enrichisse ses valeurs sociales par l'apport de diverses cultures, choisiront la seconde solution.

Exception faite de quelques journaux d'opinion, les mass media qui forment l'opinion publique en Belgique ne semblent pas avoir saisi cette réalité. L'on ne parle de l'immigration que dans les rubriques de "fait-divers" ou dans des informations sur les démarches de politiciens véreux qui pêchent des voix en exploitant les préjugés racistes et xénophobes, détournent ainsi l'attention des masses des graves problèmes économiques et sociaux.

Cette attitude ne sert qu'à dresser une partie de la population belge inconsciente contre les immigrés, que l'on érige en "boucs émissaires".

Pourtant, une partie importante, peut être même la majorité des lecteurs et spectateurs à Bruxelles de ces mass media, sera composée dans quelque dizaines d'années d'immigrés. Malgré cela, ceux-ci se montrent fort réticent à ouvrir leurs pages et leurs écrans aux migrants. Actuellement il est même inconcevable qu'un migrant puisse entrer dans l'équipe de rédaction d'un grand quotidien ou de la RTBF. Les mass media semblent être aveugles à leurs propres intérêts financiers en ignorant leur "clientèle" potentielle...

Un autre point important: la presse belge n'accorde pas non plus une place importante aux informations sur les pays d'origine des immigrés. Quotidiens, radio, télévision, ne considèrent pas ce qui se passe, par exemple en Turquie, comme ayant une valeur informative.

Alors que l'on se plaint de l'excès d'étrangers en Belgique, nul ne se demande pourquoi ces êtres humains quittent leur propre pays, leurs familles, et s'exilent à 3.000 kms de là pour travailler, pour un salaire modique, dans un pays dont la langue, la religion et la culture leurs sont étrangères. Alors que l'on se tait sur l'étendue du chômage et de la misère créés par le système économique relié au capitalisme monopoliste américain, que l'on passe sous silence l'abîme sans cesse grandissant entre les classes sociales, l'on fait de la publicité pour présenter la Turquie comme le paradis des touristes belges en quête de lieux de vacances bon marché.

Pendant qu'une dictature sanguinaire poursuit ses crimes en Turquie, l'on parle élogieusement et avec gratitude de la restauration du "calme et de l'ordre" dans ce bastion avancé de l'alliance atlantique. L'arrestation de plus de 200.000 personnes en deux ans, la torture systé-

matique pour la plupart d'entre eux, les procès de masse, la demande de peine de mort pour plus de 6.000 résistants, ne trouvent qu'un faible écho. L'on ne réagit même pas devant le fait que les dirigeants de la DISK, candidat à la CES, que les écrivains et intellectuels les plus éminents de la Turquie, sont jugés devant des tribunaux d'inquisition et sont voués à une mort lente. Alors que des centaines d'enseignants universitaires sont liquidés dans les universités, on ne daigne pas en insérer la nouvelle, fût-ce par quelques lignes.

Vue que la source d'information sur l'Etranger, dans les radios, télévisions et journaux belges, est presque exclusivement constituée des bulletins d'agences de presse comme l'Associated Press ou l'United Press International qui détiennent le monopole de l'information, les événements en Turquie n'atteignent même pas les rédactions de ces media. Quant aux informations apportées par les démocrates turcs en Belgique, elles finissent dans les corbeilles à papier ou sont classées dans des archives poussiéreuses sans que ces media — hormis quelques journaux d'opinion — en diffusent une seule ligne.

Une question se pose alors:

Quels sont les moyens de communication des immigrés? Comment se forme l'opinion publique de l'immigration? Comment exprime-t-elle ses revendications?

C'est en réponse à ces questions qu'a été rédigée la présente étude.

Elle se limite toutefois à essayer de faire une première approche des moyens de communication dont disposent les immigrés turcs. D'autres études, plus approfondies, devront être effectuées en ce domaine, à l'avenir.

Ce document se subdivise en deux parties. L'une traite des mass media qui s'adressent de l'extérieur aux immi-

grés, l'autre des mass media organisées au sein même de l'immigration turque.

La brochure débute par une étude détaillée de la presse turque. En effet, de ce point de vue, l'immigration de Turquie possède une particularité. Les familles qui dominent la presse turque poursuivent depuis des années la publication d'éditions spéciales européennes des quotidiens qu'ils éditent en Turquie.

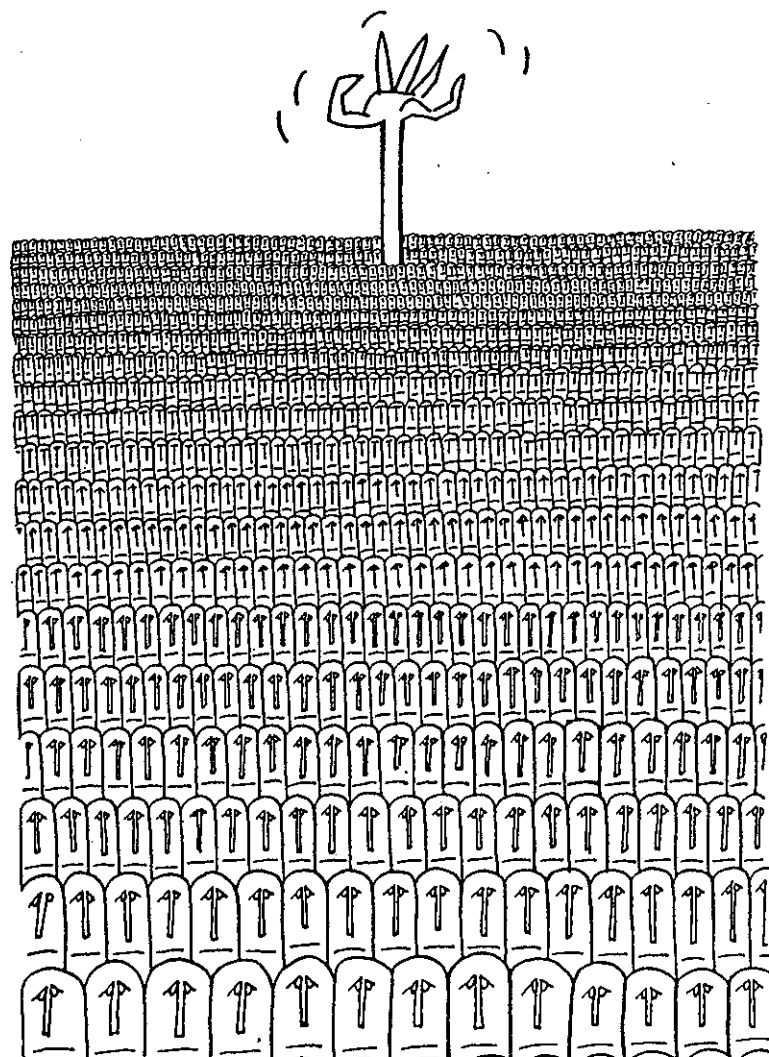
D'une part, parce qu'ils trouvent là un réservoir de lecteurs dans une population de 2,5 millions et d'autres part, parce qu'ils remplissent un rôle de conditionnement de cette masse en fonction des intérêts des sphères régnautes de Turquie et d'enfermement dans des "ghettos". Afin de pouvoir expliquer ce mécanisme propre à l'immigration turque aux autres groupes d'immigrés et aux occidentaux s'intéressant aux problèmes de l'immigration, j'ai été contraint de fournir une documentation détaillée au sujet de la composition et du développement historique de la presse turque.

Cette étude était à l'origine préparée pour un colloque que l'Information-Diffusion-Immigré (IDI) projetait de faire en 1980, mais qui n'a pas pu être organisé. Pour subvenir au besoin d'information dans ce domaine, elle est donc rédigée et publiée, enrichie des toutes dernières données.

Je dois également préciser que les interventions faites par des jeunes immigrés de la deuxième génération, lors de la rencontre-débat organisée récemment à Bruxelles les 19 et 20 Mars 1983 par Hajitkoum au sujet de la "presse et l'immigration", m'ont été très précieuses pour l'analyse générale du problème.

Doğan Özgüden

IMMIGRATION DE TURQUIE



L'immigration turque (la plus récente en Europe) représente aujourd'hui une population d'environ 2.540.000 dont 930.684 sont représentés par des travailleurs salariés et le restant par les membres de leur famille.

Etant donné l'importance numérique de cette immigration, il est indispensable d'étudier le développement des mass media en langue turque, dont le but est d'atteindre tout spécialement les travailleurs turcs immigrés et leurs familles en Europe.

La répartition de travailleurs immigrés turcs dans les principaux pays employeurs se présente comme suit:

<i>Allemagne fédérale</i>	590.623
<i>Libye</i>	58.864
<i>France.</i>	55.946
<i>Arabie Séoudite</i>	55.000
<i>Pays Bas</i>	47.326
<i>Autriche</i>	34.958
<i>Suisse</i>	20.119
<i>Belgique</i>	20.000
<i>Australie</i>	16.000
<i>Irak</i>	10.059
<i>Danemark</i>	9.327
<i>Suède</i>	7.000
<i>Angleterre</i>	2.830
<i>Norvège.</i>	1.370
<i>Koweït</i>	893
<i>Iran</i>	369

D'après des statistiques belges récentes, la population turque en Belgique, y compris les membres des familles, est de 63.587 dont 30.691 en Flandre, 17.076 en Wallonie et 15.820 à Bruxelles.

Avant d'entrer dans les détails concernant les problèmes de communication de la population turque en Europe, il serait utile de considérer quelques particularités de l'immigration turque:

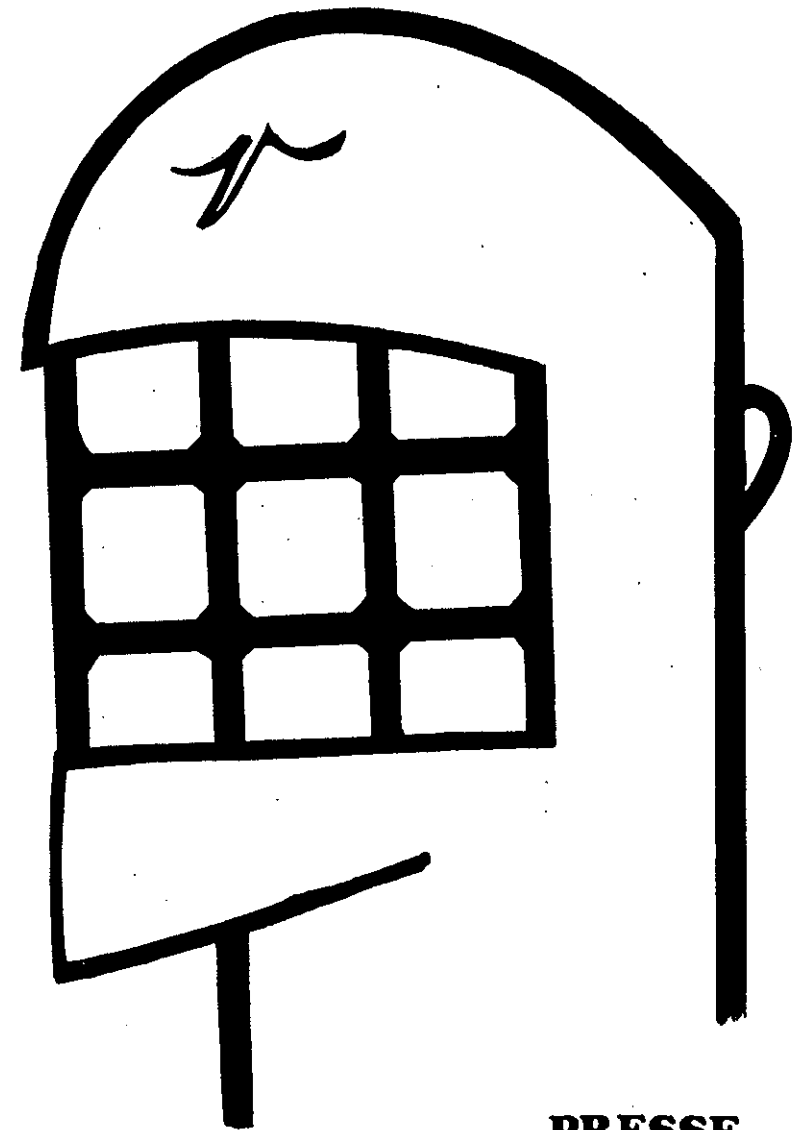
- L'émigration vers les pays européens développés est une continuation de l'émigration intérieure des régions rurales vers les régions relativement industrialisées de la Turquie, comme la région d'Istanbul-Izmit, l'Égée et la Capitale, Ankara.
- D'après les dernières estimations, la population totale de la Turquie est de 46.505.000. La population urbaine représente 44,2% du total, tandis que la population rurale reste majoritaire avec 55,8%.
- La population en âge de travailler est de 18.081.300 en 1982. Parmi la population active 3.284.500 personnes sont officiellement sans travail. Mais le chômage qui frappe principalement la population rurale atteint de 6 à 8 millions en saison morte. Les 930.684 travailleurs migrants ne sont bien sûr pas compris dans les chiffres du chômage ou du sous-emploi.
- Sur une population active de 18 millions, 4,8 millions seulement bénéficient de la sécurité sociale. Les allocations de chômage n'existent toujours pas. 18,3% du total de la population âgée de 15 à 64 ans bénéficie de la sécurité sociale.
- Au point de vue démographique, la population turque est parmi les plus jeunes et les plus dynamiques: 38,3% de la population de 0 à 14 ans, 57,2% de 15 à 65 ans et seulement 4,5% à plus de 65 ans. Ceci est dû principalement au taux de naissance élevé (3,7%) et au taux de mortalité assez bas (1,2%), ce qui donne un accroissement annuel d'environ 2,5%. L'espérance de vie moyenne est d'environ 57 ans.

- Sur le plan culturel, le taux d'analphabétisme est assez élevé en Turquie. Sur une population de 33,6 millions de plus de 6 ans, 38,2% sont encore analphabètes. Parmi la population féminine, ce taux est plus élevé: 52%.
- Néanmoins, les travailleurs immigrés turcs ont généralement été sélectionnés parmi la population sachant lire et écrire et ceci en conformité avec les accords bilatéraux entre la Turquie et les pays employeurs. Pour cette raison, le taux d'alphabétisation dans la population immigrée de Turquie est relativement élevé. Ceci signifie que les media écrits ont plus de chance de toucher la population travailleuse qu'en Turquie.
- L'immigration de Turquie est la dernière arrivée. Le processus de recrutement des travailleurs immigrés de Turquie en Belgique a commencé en 1961 sur la demande de la FEDECHAR, et continué jusqu'en 1974. De ce fait, cette immigration ressent plus péniblement l'absence totale d'une politique cohérente d'accueil en Belgique.
- Une partie importante des immigrés de Turquie en Belgique sont venus de la région d'Emirdag. D'autre part, les Kurdes provenant du Kurdistan turc sont nombreux dans la région minière du pays. Une autre catégorie est constituée par les Turcs d'origine yougoslave, qui ont d'abord émigré en Turquie et qui, ne parvenant pas à subvenir à leurs besoins, ont réémigré vers la Belgique.
- Ces deux dernières années ont par ailleurs connu une forte immigration, sous forme d'exil politique de minorités chrétiennes de Turquie, notamment les Arméens ou Assyriens du sud-est.
- Une caractéristique importante en est la forte natalité. Le taux de croissance démographique de la population turque est de 25 pour mille, alors que celui de la population belge n'est que de 0,1 pour mille. Les immigrés de Turquie étaient 20.312 en 1970, ils sont

63.587 actuellement. Dans cette augmentation, le taux de natalité joue un rôle décisif.

- L'inexistence de structures d'accueil et d'insertion des immigrés et la sous-organisation sociale font que cette population offre un champ d'action très favorable à l'exploitation religieuse et nationaliste, que tous les gouvernements succesifs turcs on pratiquée depuis 1963.
- Depuis des années, les autorités turques ont organisé ou soutenu la création d'associations et de centres soi-disant islamiques, afin d'encadrer et de contrôler les travailleurs immigrés de Turquie, et d'obtenir qu'ils envoient le plus d'argent possible dans leurs pays.
- A cause du manque de qualification professionnelle et de la méconnaissance de la langue, les femmes originaires de Turquie ne sont employées que dans le secteur de nettoyage, avec un statut de travailleuse à mi-temps qui les prive de toute une série de droits sociaux. Les heures d'occupation rendent difficile toute vie familiale, d'autant plus que les femmes turques sont déjà par tradition des "femmes au foyer". Les difficultés sont pires au niveau familial, notamment en ce qui concerne la garde des enfants.
- L'avenir de la deuxième génération est hypothéqué par les problèmes spécifiques. Un enfant doit forcément parler le turc ou le kurde à la maison, avec ses parents, alors qu'en rue ou à l'école, il doit parler le français ou le flamand. Vue le degré d'alphabétisation et de connaissances des parents, les enfants ne trouvent pas l'aide nécessaire pour pouvoir réussir leurs études. Ces enfants sont donc confrontés à un fort pourcentage d'échec scolaire.

En bref, à cause du fait que les immigrés turcs sont venus d'un pays très lointain (environ 3.000 km) dans un autre monde où la langue, la religion, les valeurs culturelles et les traditions sont totalement différentes, le besoin de communication dans leur langue maternelle se fait sentir d'une manière vitale.



**PRESSE
DE TURQUIE**

Bien que la Turquie soit le quatrième pays au monde pour ce qui est du nombre de quotidiens publiés (après les USA: 1.752, l'URSS: 616, l'Inde: 456, la Turquie: 402), paradoxalement, il ne se vend que 45 journaux par jour pour mille habitants, ce qui place la Turquie en 79^e place.

La raison principale de ce paradoxe se situe dans le fait que la plupart des quotidiens paraissant en province sont publiés grâce aux subsides attribués par le gouvernement. Puisque leur financement est garanti, ces journaux n'ont aucun souci de satisfaire les lecteurs du point de vue journalistique. Ils se contentent de diffuser la propagande officielle, afin de ne pas perdre leur source de revenus. Le nombre des quotidiens conformes aux critères journalistiques ne dépassent pas la vingtaine et paraissent dans les plus grandes villes de Turquie comme Istanbul, Ankara, Izmir, Adana, Bursa.

La presse écrite turque est concentrée dans la plus grande ville de Turquie, Istanbul. Cette ville est aussi le berceau de la presse turque. Bien que l'imprimerie ait déjà été introduite en Turquie en 1727, le premier journal turc a paru au milieu du 19^e siècle. Le *Takvimi Vekayi* (chroniques), fondé en 1831, était en fait une gazette

officielle. En conséquence, *Tercüman-ı Ahval* (Interprète des événements), fondé en 1860, est considéré comme le premier journal turc.

Dans la structure centralisée et despotique de la société ottomane, il était en fait impossible de créer un journal d'opinion de type occidental. Les premiers journaux à paraître étaient généralement publiés dans le cadre de réformes superficielles imposées par le souverain afin de garantir aux puissances occidentales la défense de leurs intérêts.

Néanmoins, dans la seconde moitié du 19^e siècle, le mouvement révolutionnaire bourgeois mené par les *Jeunes Turcs* a commencé à publier des journaux clandestins dans le but de propager ses idées. Ces activités se poursuivirent même dans des conditions d'exil dans les pays européens. Toutes ces publications ont contribué à réaliser la première réforme bourgeoise dans le domaine politique: la proclamation de *Meşrutiyet* (un régime parlementaire sous le règne du Sultan) en 1876. Mais cette première tentative de démocratisation du régime échoua quelques années plus tard; elle fut suivie par la proclamation du 2^e *Meşrutiyet* en 1908.

Pendant la courte période de libéralisation qui a suivi la Révolution des Jeunes Turcs, des centaines de journaux ont paru dans tout l'Empire Ottoman. Bien que le nationalisme ait été le thème principal de la majorité de ces journaux, les premiers journaux socialistes ont aussi paru à cette époque. La dictature d'Enver Pacha et de ses associés a marqué la fin de cette liberté relative; tous les journaux et périodiques progressistes ont été interdits sous la loi martiale.

Pression permanente sur la vie intellectuelle

Une répression très dure a donc suivi une période de relative libéralisation; cette succession a marqué l'évolution de la vie culturelle et intellectuelle en Turquie. Après la première guerre mondiale, la presse turque a de

nouveau joui d'une période de liberté pendant les trois ans qu'a duré la Guerre de Libération Nationale (1919-1922).

Au cours de la guerre, divers journaux ont été publiés en Anatolie, dans le but de soutenir le mouvement de libération. Deux journaux socialistes, *Yeni Dünya* (Le Nouveau Monde) et *Aydınlık* (Clarté) ont également été publiés à cette époque.

Pourtant, *Yeni Dünya* a été interdit peu avant la victoire et *Aydınlık* deux ans plus tard. Tous les éditeurs et journalistes ont été arrêtés par les nouveaux dirigeants réformistes bourgeois.

Jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale, les Kémalistes ont exercé la terreur contre les intellectuels libéraux, démocrates et socialistes. La censure a été imposée officiellement pour museler la presse. De plus, on a emprunté au Code Pénal de Mussolini des articles anti-démocratiques qui ont fait interdire toutes les publications socialistes et celles qui défendaient les droits nationaux du peuple Kurde; les rédacteurs en chef ont été condamnés à des peines de prison pour avoir fait de la propagande pour l'hégémonie de la classe ouvrière et pour le séparatisme. Ces articles 141 et 142 du Code Penal turc existent toujours. C'est dans cette atmosphère d'intolérance que Nazım Hikmet, le célèbre poète turc, a passé treize ans en prison.

Une période de libéralisation a suivi la seconde guerre mondiale lors de l'introduction du pluralisme des partis dans la vie politique de la Turquie. Le mécontentement des travailleurs a joué un rôle important dans l'abandon du système à parti unique, mais après quelques mois, les partis des classes dominantes se sont mis d'accord pour éliminer la gauche de l'arène politique et pour interdire toutes les publications socialistes. Le quotidien le plus influent de l'époque, *Tan* (Aurore), a été pillé et détruit par des bandes fascistes à la solde du gouvernement. Des centaines d'écrivains, journalistes et artistes socialistes ou progressistes ont été soit arrêtés, soit obligés de fuir la Turquie.

Dans la période allant de 1946 à 1960, l'influence des Etats-Unis sur la Turquie s'est accrue d'une manière décisive. Du point de vue idéologique, l'anti-communisme servait de guide à la politique de l'Etat; la presse turque et la radio étatisée fournissaient des exemples de McCarthyisme délirants. Jusqu'en 1960, non seulement les socialistes, mais aussi des écrivains, penseurs et intellectuels progressistes qui osaient critiquer l'hégémonie des Etats-Unis sur la Turquie ou sur la politique du gouvernement pro-américain s'exposaient à la terreur policière.

L'intervention militaire de 1960 -soutenue par les classes opprimées et les couches qui étaient opposées au régime despotique de Menderes- a eu comme résultat l'adoption d'une constitution démocratique. Grâce à cette constitution, la presse turque a de nouveau joui d'une liberté relative. Beaucoup de quotidiens et d'hebdomadaires socialistes sont apparus dans les kiosques. Un journal de tendance de gauche, *Akşam* (Soir) a même réussi à augmenter le nombre de ses lecteurs jusqu'à 300.000. Les hebdomadaires *Yön*, *Ant*, *Türk Solu* et *Aydınlık* ont joué un rôle d'avant-garde en diffusant des idées socialistes dans les masses populaires.

Mais le coup d'état militaire du 12 mars 1971 a de nouveau mis fin à la liberté de la presse. Exception faite d'un intervalle de quelques années, l'interdiction de publications, l'arrestation de journalistes, d'écrivains et d'intellectuels continuent à être de rigueur, surtout après la proclamation de la loi martiale dans 20 provinces de la Turquie au début de 1979 et le coup d'état militaire du 12 septembre 1980. Actuellement, la presse turque est baillonnée par la censure militaire et des centaines de journalistes sont poursuivis pour leurs articles. Plusieurs journaux et revues ont été interdits par les autorités militaires. (*Note de la Rédaction: Pour l'information détaillée concernant la répression sur la vie intellectuelle de Turquie : Info-Türk, Un an de Dictature fasciste militaire, 1981 et Deuxième année de Dictature fasciste militaire, 1982; Info-Türk, La liberté de Pensée à la Militaire, 1982*)

Monopolisation dans la presse turque

Parallèlement à l'orientation idéologique de la presse turque après la seconde guerre mondiale, les propriétaires des quotidiens qui avaient adopté fidèlement la ligne imposée officiellement ont été récompensés de leur obéissance.

Tandis qu'à la fin de la deuxième guerre mondiale le journal à plus forte circulation n'atteignait que les 20 à 30.000 exemplaires, *Hürriyet* (Liberté) tirait à lui seul en 1960 à 500.000 grâce à son caractère sensationnel. Il exploitait l'anti-communisme pendant la guerre froide et les sentiments nationalistes pendant les conflits grecs-turcs à propos de Chypre. Ainsi, *Hürriyet* a pris une place importante dans la politique turque de tous les jours.

Hürriyet, ainsi que d'autres journaux pro-gouvernementaux, jouissaient d'un énorme soutien financier des banques de l'Etat et de la bourgeoisie montante qui faisait de la publicité dans ces journaux en vue d'élargir leur marché et leur clientèle. De plus, ils étaient aidés directement par le gouvernement, soit par des subsides, soit par des annonces officielles.

De cette façon, d'autres journaux dont *Milliyet*, *Tercüman*, *Günaydın* profitaient des possibilités qui leur étaient offertes et se faisaient concurrence.

Ces géants de la presse pouvaient aussi importer à leur guise la technologie de presse de pointe, par exemple, des rotatives offset.

L'interdiction des journaux progressistes leur a permis d'atteindre aussi des lecteurs de gauche; en peu de temps, le secteur de la presse était sous la coupe de quelques familles.

Jusqu'à nouvel ordre, les deux plus grands quotidiens de Turquie, *Hürriyet* et *Günaydın* appartiennent à la même famille: les Simavis. Le troisième, *Güneş* a été lancé après le coup d'état de 1980 par un groupe financier, Kozanoğlu-Cavusoglu, qui a beaucoup investi dans les pays du Moyen-Orient. Le quatrième, *Tercüman*, appartient à la famille Ilıcak qui a aussi des investissements dans divers

secteurs économiques. Le cinquième, *Milliyet*, avait été dans les mains de la famille Karacan jusqu'au coup d'état de 1980, mais a été repris partiellement il n'y a pas longtemps par les hommes d'affaires du plus grand groupe financier de Turquie, *Koç Holding*.

D'après les chiffres de mai 1982, cinq quotidiens d'Istanbul constituent à eux seuls 85 % du total des quotidiens qui circulent en Turquie:

TITRE	TENDANCE	TIRAGE QUOTIDIEN
<i>Günaydın</i> (Bonjour)	droite	833.623
<i>Hürriyet</i> (Liberté)	droite	539.818
<i>Güneş</i> (Soleil)	centre-droit	484.299
<i>Tercüman</i> (Interprète)	extrême-droite	396.779
<i>Milliyet</i> (Nationalité)	centre-droit	206.504

Le seul quotidien démocrate, *Cumhuriyet* (République) ne peut dépasser les 100.000 exemplaires. Il est toujours considéré comme représentant de la tradition anti-impérialiste du kémalisme. La junte militaire ne peut même supporter l'existence d'un quotidien comme *Cumhuriyet* et a interdit plusieurs fois sa publication, pour des périodes allant jusqu'à trois semaines.

Puisque seuls cinq journaux pouvaient se permettre d'importer papier et équipement technique, les éditeurs progressistes étaient obligés de se procurer le matériel nécessaire sur le marché noir. Si l'on considère toutes les pressions anti-démocratiques exercées sur eux, on comprend qu'ils n'étaient et ne sont pas en mesure de rivaliser avec les familles citées ci-dessus.

Malgré ces conditions favorables, la bourgeoisie n'a pas réussi non plus à augmenter la circulation de ses journaux. Elle reste toujours à environ 2 millions d'exemplaires. On peut dire qu'elle est dans une impasse.

Conscientes de ce problème, les familles propriétaires de journaux ont commencé à chercher d'autres débouchés et d'autres marchés. Leur première tentative a

été de lancer des hebdomadaires sur le cinéma et les faits divers, des magazines féminins, humoristiques, pornographiques, etc. Comme on peut le voir dans le tableau qui suit, la circulation la plus élevée d'hebdomadaires est le fait des mêmes familles:

Titre	Famille	Circulation Hebdomadaire
<i>Gırgır</i> (Humour)	Simavi	382.000
<i>Milliyet-Çocuk</i> (Enfant)	Koç/Karacan	250.000
<i>Fırt</i> (Humour)	Simavi	111.000
<i>Elele</i> (Femme)	Simavi	100.000
<i>Carsaf</i> (Humour)	Simavi	75.000
<i>Hey</i> (Musique pop)	Koç/Karacan	60.000
<i>Milliyet-Sanat</i> (Arts)	Koç/Karacan	10.000

(Source: *Almanach de Turquie, 1982*)

Néanmoins, la publication d'hebdomadaires ne leur a pas permis de compenser leurs pertes. Ils se sont donc tournés vers une autre direction: vers les travailleurs immigrés turcs à l'étranger.



**PRESSE TURQUE
DESTINEE
A L'IMMIGRATION**

Au début des années 70, la publication en Europe de quotidiens turcs n'était pas très rentable. Mais en dix ans, un nouveau marché s'est ouvert.

Par exemple, le quotidien le plus influent de Turquie, *Hürriyet*, imprime 100.000 exemplaires pour une population émigrée de 2,5 millions, alors que la circulation journalière pour une population de 45.000.000 en Turquie ne dépasse pas les 600.000. Ces chiffres sont respectivement 90.000 et 400.000 pour le quotidien *Tercüman*. Ceci montre que les travailleurs turcs immigrés lisent volontiers ces journaux.

D'autre part, un immigré paie 25 FB pour un exemplaire de *Hürriyet*, alors qu'il est vendu aux prix de 8 FB en Turquie, ce qui rend l'entreprise encore plus profitable.

Du point de vue publicitaire également, les éditions européennes de journaux turcs représentent un investissement très rentable.

La présence de 900.000 salariés turcs dans les pays étrangers signifie une rentrée mensuelle totale de 20 milliards de FB. Etant donné que les immigrés turcs ont ten-

dance à continuer de consommer des biens correspondant à leurs goûts traditionnels, un système parallèle de distribution a été mis sur pied en Europe par des entrepreneurs turcs. Ils produisent n'importe quoi qui attire le travailleur immigré, même des biens déjà produits par de firmes européennes, mais en leur donnant un aspect plus attirant pour eux.

Ce nouveau marché a évidemment donné naissance à des nouveaux cercles d'affaires et à une compétition sauvage dans la vente de biens et de services à la population immigrée turque; ils ont été obligés de faire de la publicité au travers des éditions européennes des journaux turcs. A cause de l'abondance de ces publicités, les éditions européennes comptent de 16 à 18 pages, alors que les éditions turques n'ont pas plus d'une dizaine de pages.

Un tel marché a créé deux nouvelles possibilités pour les familles propriétaires de journaux turcs:

1. D'énormes rentrées en devises étrangères. Dans un pays comme la Turquie, qui souffre d'un manque de devises fortes, ces familles ont pu importer toutes les dernières innovations techniques en matière d'imprimerie, les pièces de rechange, du papier à imprimer, des clichés, etc.
2. Grâce à l'influence qu'ils ont acquise parmi les immigrés turcs par leurs publications, ils ont lancé d'autres projets économiques tels que la création d'entreprises industrielles, touristiques ou commerciales et ce avec l'épargne des travailleurs immigrés turcs. Par exemple, la famille Ilıcak a créé un complexe textile et la famille Simavi a mis en route un projet d'habitations. Des géants allemands comme Thyssen sont conscients de l'accumulation de monnaie forte épargnée par les immigrés. Ils créent des compagnies mixtes destinées à des investissements en Turquie et se servent des éditions européennes des journaux turcs pour en faire la publicité.

Dans l'exploitation de ce nouveau marché, certaines familles ont même été jusqu'à acquérir des imprimeries

modernes à Francfort s/Main et à imprimer des journaux européens aussi bien que leurs propres publications. Pendant la grève des imprimeurs britanniques, c'est la famille Ilıcak qui a mis ses installations de Francfort à la disposition du *London Times*. Par solidarité, les employés de cette imprimerie ont refusé d'imprimer le journal londonien.

Production et contenu des éditions européennes

Les rédactions des éditions européennes se trouvent généralement à Istanbul. La mise en page et la composition se font dans les principaux bureaux des journaux.

Bien que certaines pages ou certains articles qui intéressent également les travailleurs immigrés soient identiques dans les éditions originales et européennes, la majorité des pages est composée en fonction des immigrés. Un réseau très complet de correspondants, professionnels ou bénévoles, envoie nouvelles ou reportages par des moyens de transmission modernes tels que le telex, la téléphotographie, le fax, etc...

Vu que la grosse majorité des immigrés turcs se trouve en Allemagne fédérale, les nouvelles concernant cette population ont la plus grosse part. Toutefois, on peut aussi y trouver des nouvelles sur la vie quotidienne, les problèmes et les exigences des immigrés turcs en Belgique, en France, en Hollande, en Grande Bretagne, en Suisse, en Autriche, au Danemark, en Suède, en Norvège ainsi qu'en Australie, au Canada, en Nouvelle Zélande, et dans les pays arabes producteurs de pétrole.

La mise en page est envoyée immédiatement sur film offset par avion à Francfort s/Main. Là, à l'imprimerie, il est toujours possible de changer une page complètement ou en partie en dernière minute.

Même en cas de contretemps ou lors du jours de fête religieuse, lorsqu'il n'y a pas de journaux en Turquie, ces départements peuvent produire leurs propres journaux

grâce à leurs possibilités techniques, plus onéreuses toutefois.

Sur les premières pages des éditions européennes, on trouve en général des informations politiques, des scandales ou des nouvelles concernant directement les travailleurs immigrés. La seconde page est identique puisqu'elle est consacrée aux éditoriaux. Toutefois le courrier des lecteurs présente des lettres d'immigrés plutôt que des lettres venant de l'intérieur de la Turquie. Les pages sportives et les pages concernant les distractions en Turquie restent les mêmes, mais d'autres pages contenant des nouvelles sont entièrement différentes, de même que certaines publicités.

La distribution de journaux turcs en Europe est effectuée par les firmes de diffusion de chaque pays. Aujourd'hui les principaux journaux turcs indiqués ci-dessus se vendent dans tous les kiosques à journaux des quartiers où se trouvent les travailleurs turcs. D'ailleurs, les journaux turcs proposent des abonnements à des prix avantageux, ainsi que des cadeaux.

Quant à leur ligne politique, ils propagent les mêmes idées qu'en Turquie. Ils ne se contentent pas d'être de droite; ils soutiennent également des organisations de droite en Europe et mènent une campagne provocante contre les organisations turques progressistes et contre les syndicats. Seul le *Milliyet* s'était montré réservé sur ce point, jusqu'à ce que son rédacteur en chef soit assassiné par les "loups gris". Après sa mort, le journal a adopté une ligne plus droite. Néanmoins, certains éditorialistes gardent leur ouverture d'esprit et leurs opinions démocratiques. Leur place est toutefois en danger depuis que le holding Koç a mis la main sur le journal.

Les deux armes idéologiques de ces journaux sont le nationalisme et le fanatisme religieux.

En 1974 pendant l'affaire de Chypre, ils ont mené une campagne très nationaliste parmi les travailleurs turcs à l'étranger et les ont même montés contre leurs camarades grecs. Le résultat de cette attitude est d'avoir permis la récolte de sommes énormes auprès des travailleurs

turcs à l'étranger pour l'industrie de guerre turque. D'après les derniers chiffres, les donations des travailleurs émigrés à la Fondation pour le Renforcement de l'Armée de Terre s'élèvent à 650 millions de FB.

Récemment, les quotidiens turcs ont commencé à organiser des fêtes musicales et religieuses afin d'accroître leur influence auprès des travailleurs turcs. Par exemple, *Hürriyet* organise chaque année des concerts dans beaucoup de villes allemandes, avec la participation des chanteurs et artistes les plus populaires en Turquie. D'autre part, *Tercüman* organise chaque année une cérémonie de circoncision collective.

Ces attitudes opportunistes de la part de journaux turcs commerciaux ont comme résultat que les immigrés turcs se regroupent en ghettos et que l'intégration de l'immigration turque dans les sociétés d'accueil est rendue plus difficile. Elles encouragent aussi l'hostilité à l'égard d'autres immigrés, surtout les Grecs, exploitent le sentiment nationaliste et profitent de tensions comme celle qu'il y a eu entre la Turquie et la Grèce.

A côté d'éditions européennes de journaux turcs, certains milieux d'affaires ont lancé des journaux destinés spécialement aux travailleurs immigrés turcs. Mais étant donné qu'ils n'ont aucune base nationale en Turquie, leur succès reste très limité et ils sont utilisés par leurs éditeurs comme moyen de pression et de propagande pour leurs entreprises dans d'autres domaines commerciaux.

Une nouvelle entreprise: Le lobby turc

Les journaux commerciaux turcs qui détiennent le contrôle absolu dans le domaine de la presse écrite (il s'agit là des publications en langue turque en Europe) se sont attribués, surtout après le coup d'état du 12 septembre, une nouvelle mission: celle de former des lobbys turcs à l'étranger, dans les pays et dans les régions où la population turque est la plus dense.

Etant donné les réactions dans l'opinion publique in-

ternationale contre la terreur d'Etat en Turquie, entraînant son isolement sur le plan politique, surtout en Europe, la junte militaire a senti, dès les débuts de son règne, la nécessité de former un appareil de propagande. Dans ce but, les moyens de propagande d'Etat ont été renforcés, le nombre d'attachés culturels et d'attachés de presse ont été augmentés, et on a commencé à publier des périodiques en langues étrangères.

Pourtant toutes ces entreprises n'ont pu assurer leur crédibilité aux yeux des milieux démocratiques. Sous prétexte que la Turquie serait entourée et isolée par des forces ennemies, cette presse s'est donnée pour mission de percer cet encerclement et de faire la propagande en faveur du régime actuel, le tout étant imposé aux travailleurs turcs comme un devoir patriotique.

Selon la junte et la presse qui en dépend: *"Les responsables de l'isolation du régime turc dans l'arène internationale sont des lobbys grecs et arméniens qui poursuivent leurs activités depuis des années aux Etats-Unis et dans divers pays de l'Europe. Ceux-ci mènent, surtout après le coup du 12 septembre, une campagne destructive contre la Turquie, dans les domaines diplomatiques, politiques et culturels, en collaboration avec les organisations turques de gauche. Si les chanteurs et les groupes turcs sont toujours classés aux derniers rangs du concours de l'Eurovision, la responsabilité appartient à ceux-ci."*

Le mot d'ordre de "former un lobby turc contre les turcophobes" a été lancé pour la première fois par le quotidien *Hürriyet*. Par la suite, on a entrepris la formation d'un réseau de propagande prenant les immigrés de Turquie pour cible principale, avec le soutien financière des entrepreneurs turcs et particulièrement des associations de droite.

Le matériel de propagande du lobby turc s'appuie essentiellement sur l'hellenophobie, sur l'arménienophobie et l'anti-communisme. Une telle campagne peut, naturellement, trouver un important écho dans les milieux d'immigrés conditionnés par la propagande religieuse, chauviniste et anti-communiste.

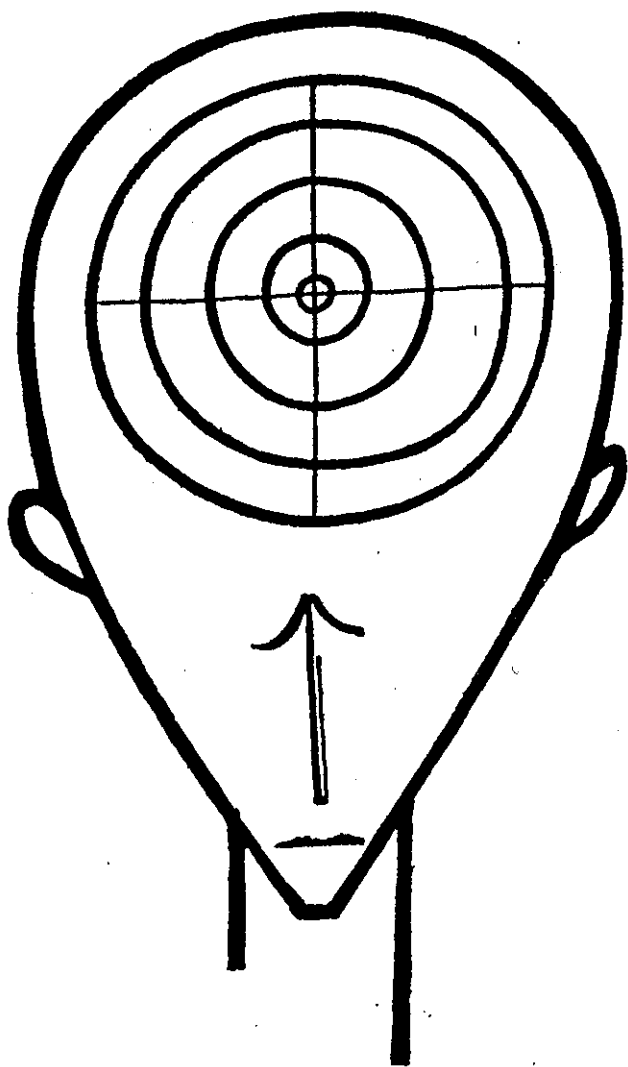
Deux modifications de loi effectuées afin d'empêcher les travailleurs de Turquie à l'étranger de s'opposer au régime jouent d'ailleurs un rôle d'instrument de pression pour la "formation de ce lobby turc". Ainsi on pourrait annuler le passeport d'un citoyen turc sous le prétexte "d'avoir mené des activités contre la Turquie à l'étranger." De plus, ceux qui se trouvent dans une telle situation seraient privés de la nationalité turque et leurs biens en Turquie seraient saisis s'ils ne rentraient pas en Turquie et s'ils ne se rendaient pas aux autorités dans un délai fixé.

Les effets de ces modifications demeurent efficaces, surtout chez les immigrés de la première génération qui avaient consacré, particulièrement dans les premières années de leur séjour en Europe, toutes leurs économies à l'achat d'immeubles et de terrains à bâtir en Turquie.

Les journaux turcs parus en Europe se sont d'ailleurs attribués une autre mission: celle de jouer le rôle de porte-parole de la communauté turque. Les titres des journaux sont formulés comme s'ils reflétaient le point de vue et l'interprétation des travailleurs turcs.

Le quotidien d'extrême-droite *Tercüman*, qui apparaît comme d'avant-garde dans ce domaine, organise, chaque année, un Congrès des travailleurs immigrés en Turquie. Les délégués élus aux réunions qui regroupent les dirigeants d'associations de droite de diverses régions et de divers pays de l'Europe, sont envoyés en Turquie aux frais du journal, afin de participer à ce congrès. Les revendications et les propositions établies d'avance par le journal sont ratifiées par ce congrès fantoche auquel participent comme invités le premier ministre et les ministres. Elles sont présentées ensuite officiellement au général Evren.

Certes, ces revendications et propositions englobent aussi celles qui sont relatives à la solution de toute une série de problèmes économiques, sociaux et culturels que rencontrent les immigrés dans leur vie quotidienne. Mais les solutions de ces problèmes sont exposées d'une manière qui aboutit au renforcement des liens d'exploitation déjà établis entre l'Europe et la Turquie.



**EMISSIONS
DESTINEES
A L'IMMIGRATION**

Si on prend en considération les difficultés que les travailleurs immigrés turcs ont à suivre des émissions dans les langues des pays où ils résident, l'importance des émissions destinées à ces masses se révèle d'elle-même.

Ce genre d'émissions a d'ailleurs une fonction vitale: Du fait que les immigrés turcs -surtout la première génération- ne peuvent pas s'adapter facilement aux modes de vie, à la musique et aux normes de distraction des pays européens où ils résident, ils ont toujours besoin de la voix, de la musique et des images de leur pays natal. Ils y trouvent le seul moyen de faire face aux conditions de leur exil. De ce fait, ces émissions sont d'une très grande importance pour cette population.

Presque chaque famille ouvrière turque a chez elle, si dures que soient les conditions de vie pour elle, un poste de radio d'une puissance élevée, une télévision en couleurs à grand écran et un magnétophone. Il faut y ajouter aussi des magnétoscopes, qui sont de plus en plus répandus ces derniers temps.

Emissions Provenant de Turquie

La station de radio la plus écoutée par les travailleurs immigrés turcs est sans doute "La Voix de Turquie", qui émet directement depuis la Turquie. Ses émissions destinées aux travailleurs immigrés turcs se trouvant en Europe, en Afrique du Nord, au Moyen-orient, aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Nouvelle-Zélande sont réalisées par la TRT, qui est une institution d'Etat sous le contrôle absolu du pouvoir politique. Elles se poursuivent de 13 h 55 à 17 h 45 et de 6 h 55 à 01 h (heure Turquie) sur les 19, 31, et 41 mètres d'ondes courtes. La puissance des émetteurs a été récemment augmentée à 1.750 kilowatts par ordre de la junte militaire, afin de "protéger les travailleurs immigrés turcs contre des influences funestes et étrangères" en concurrençant ces influences.

La Voix de Turquie diffuse un journal parlé -les nouvelles de Turquie- presque toutes les heures. Le thème dominant de ces nouvelles est la propagande en faveur des décisions du pouvoir politique. "L'heure des forces armées" a été aussi ajoutée au programme par ordre de la junte, afin de vivifier les sentiments nationaux des travailleurs turcs. Cette émission dure une quinzaine de minutes. Par ailleurs, on y diffuse souvent des fragments de l'histoire des turcs et le thème qui s'impose dans ces émissions est "la supériorité de la race turque". On met souvent l'accent sur le fait qu'à l'époque de l'Empire Ottoman, le turc était "le maître" de différentes nations en Europe, et on appelle les travailleurs turcs à "défendre l'unité nationale".

On diffuse également des versets du Coran, deux fois par jour, ainsi que des cérémonies et des entretiens religieux fréquents afin d'exalter la foi des travailleurs turcs.

Les émissions de musique populaire tiennent la plus large partie dans les programmes quotidiens de la Voix de Turquie, afin d'en augmenter l'audience, puisque les "Nouvelles de Turquie" n'ont qu'une très faible audience.

Emissions provenant des autres pays

A côté de la Voix de Turquie, il y a d'autres émissions de radio destinées aux travailleurs immigrés turcs. Elles peuvent être regroupées dans trois catégories:

a) Les émissions en turc diffusées par les radios de divers pays et s'adressant surtout au peuple de Turquie: La Voix de l'Amérique, la BBC, Radio Moscou, Radio Sofia, Radio Budapest et la WDR (allemande). Par ailleurs, on peut citer aussi les émissions de radios des pays arabes voisins destinées aux habitants de la Turquie méridionale, et celles de la Radio grecque largement écoutée sur la côte Egéenne.

Naturellement, les émissions diffusées par les pays européens et par les pays socialistes sont écoutées par les travailleurs immigrés turcs résidant en Europe, et celles des pays arabes par les travailleurs turcs se trouvant dans ces pays.

b) Les émissions en turc diffusées par les radios des pays d'accueil:

Selon une recherche publiée par le Conseil de l'Europe, "trois catégories d'émissions peuvent être définies à cet égard:

"La première catégorie concerne les Etats qui ont commencé à diffuser des émissions pour cette population sans trop savoir ni que faire ni comment le faire (...). Il en résulte un très mauvais produit, mal reçu par les destinataires, incapable de représenter autre chose qu'une sorte de consommation nostalgique de produits sous-culturels pour personnes non cultivées.

"A la deuxième catégorie ont recours les Etats, qui, préoccupés par le nombre et les problèmes que les migrants posent, ont pris la décision de donner un temps d'antenne aux émissions nationales. La motivation implicite (et bien souvent explicite) était (et reste) de donner un supplément de loisirs aux migrants et de faire passer les informations utiles et nécessaires afin de ne pas déranger la population autochtone et de ne pas énerver

les fonctionnaires des différents services publics avec lesquels les migrants ont à faire.

“La troisième catégorie d’emploi des media est réservée aux Etats importateurs massifs de main-d’œuvre, qui de ce fait ont un prestige international à défendre. Les émissions deviennent un moyen de montrer la solide organisation de l’ensemble. Il en résulte des émissions très bien organisées, mais dont le contenu est secondaire sinon absent et dans lesquelles le public migrant est appelé à jouer un rôle plus passif que dans les deux autres catégories mentionnées.” (Bruno Ducoli, Anne Martynow-Remiche, *Les Grands Media au Service de l’Identité culturelle des travailleurs migrants*, Conseil de l’Europe, Strasbourg 1979)

Selon la même étude, les émissions en turc sont diffusées dans les pays suivants: la RFA, la Belgique, le Danemark, la France, la Hollande, la Suède et la Suisse.

Parmi ces pays, c’est en RFA que sont diffusées les émissions les mieux organisées et les plus satisfaisantes. Les radios allemandes, à savoir la WDR, la SDR, la SWF, la NDR, la RB, la SFB, dans leurs émissions en turc dont la durée est de 40 minutes par jour, passent aussi bien les informations provenant de Turquie que celles de la RFA, que l’actualité internationale et les informations utiles concernant les travailleurs immigrés.

Ces émissions des radios allemandes prennent une importance particulière à une époque où la presse turque est censurée et la Voix de Turquie devient en effet la voix de la junte.

Ces émissions sont d’ailleurs écoutées par les travailleurs turcs de pays voisins de la RFA qui habitent près de la frontière allemande.

En Belgique, les émissions en turc sont diffusées chaque mercredi par la RTBF dans le cadre de “*Interwallonie*” et chaque vendredi par la BRT dans le cadre de l’émission intitulée “*Voel je Thuis*”. Toutes les deux durent une demi-heure.

A part les émissions diffusées par les radios d’Etat des pays d’accueil, certaines radios libres aussi ont com-

mencé depuis quelques années à donner un temps d’antenne, à heures et jours fixes, aux migrants.

En Belgique, depuis 1980, *Radio Micro Climat* diffuse chaque jeudi entre 20 h et 22 h des émissions en turc. Par ailleurs, certaines radios libres de La Louvière, d’Anvers et du Limbourg diffusent aussi des émissions en turc à des jours fixes.

Emissions de TV

D’après les mêmes recherches publiées par le Conseil de l’Europe, seuls deux pays européens: la RFA et la Hollande diffusent régulièrement les émissions de télévision destinées aux migrants turcs.

On trouve parfois de la musique et des danses turques dans l’émission intitulée “*Mosaïque*”, destinée à tous les migrants, et qui est diffusée les dimanche-matin sur la troisième chaîne de la TV française: FR3.

En RFA, l’une des émissions en turc est réalisée en collaboration avec la TV turque, alors que l’autre est réalisée indépendamment d’elle.

L’émission commune de la ZDF et de la TRT est diffusée le samedi toutes les deux semaines. Dans la partie de l’émission enregistrée en Turquie, et dont la durée est d’une demi-heure, on passe nouvelles et reportages de Turquie, shows musicaux. Par la suite, on y diffuse un recueil d’informations de la ZDF concernant les migrants. La présentation de l’émission se fait à la fois en turc et en allemand, et parfois en turc, sous-titré alors en allemand.

Ces émissions, réalisées sous contrôle de la TRT, visent à faire la propagande du pouvoir politique en Turquie et à faire adopter sa politique par les migrants turcs.

Par contre, dans l’émission “*Votre pays, notre pays*” diffusée le dimanche toutes les deux semaines par la WDR, toutes nouvelles et tout commentaire, à exception des reportages et des shows enregistrés en Turquie, sont rédigés par la rédaction turque de la WDR. De ce

fait, les émissions de la WDR s'avèrent plus crédibles que celles de la ZDF. Pourtant, étant donné les pressions exercées par le gouvernement turc sur les autorités allemandes, les informations concernant la violation des droits de l'homme en Turquie sont souvent passées sous silence.

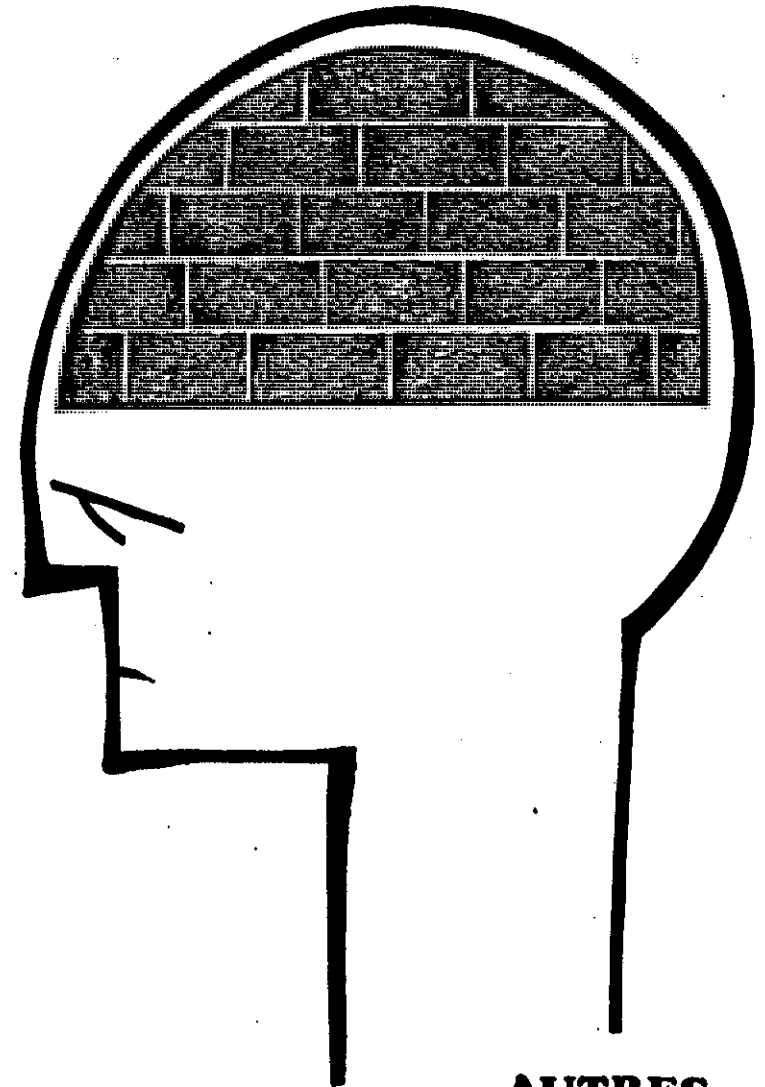
Dans ces émissions de la WDR, dont la durée est d'une vingtaine de minutes, on passe aussi des nouvelles de la RFA, et ces nouvelles sont choisies, pour la plupart, parmi les sujets relatifs à la vie des migrants.

La TV hollandaise diffuse chaque jeudi une émission en turc qui dure dix minutes. Mais ces émissions, en raison de leur durée insuffisante, ne sont satisfaisantes ni du point de vue d'information, ni de celui du programme musical.

Quant à l'immigration turque en Belgique, elle ne dispose même pas de cette possibilité. Dans ce pays où il n'y avait pratiquement pas d'émission de TV en turc jusqu'en 1980, la RTBF a commencé, à partir de cette année là, à diffuser, quelques fois l'an, des émissions en turc dans le cadre d'"Interwallonie", et cela a été suivi par des émissions de la BRT, organisées sans programme précis ni régulier.

Cependant, les émissions de la TV hollandaise à cause de leur brièveté, et de même celles de la TV belge en raison de leur irrégularité et leur discontinuité, sont loin d'être satisfaisantes.

Du point de vue du contenu, les émissions des télévisions hollandaise et de la RTBF se situent en dehors de l'influence et du contrôle du pouvoir politique turc.



AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION

Les années de forte immigration turque en Europe coïncident avec une nouvelle invention dans le domaine de la technologie: la cassette-enregistreuse. Les cassettes, dont le prix est cher si on le compare au revenu moyen en Turquie mais "consommable" en Europe, devenaient un moyen "indispensable" pour les travailleurs immigrés turcs.

L'emploi des cassettes, qui a d'abord commencé par l'enregistrement des émissions de musique de la Voix de Turquie, pour qu'on puisse les écouter plusieurs fois pendant ses loisirs, s'est de plus en plus répandu avec la commercialisation de cassettes pré-enregistrées.

Les firmes turques productrices de cassettes, qui poursuivent leurs activités en Europe, ont eu, en peu de temps, un important chiffre d'affaires, et leurs publicités ont commencé à couvrir au moins deux ou trois pages des quotidiens turcs publiés en Europe.

Par ailleurs, les cassettes-vidéo qui se sont répandues ces derniers temps ont trouvé de larges débouchés dans la population turque elle-même. Les firmes productrices

enregistrent la presque totalité des films turcs sur des cassettes et les lancent ensuite sur le marché européen. Si on prend en considération le fait que la production cinématographique occupe une place très importante dans l'emploi des temps de loisirs en Turquie et que l'on tourne de 3 à 400 films par an dans les studios de "Yeşil Cam" à Istanbul, on peut se rendre aisément compte de la richesse du répertoire des cassettes offertes aux migrants turcs.

Pourtant, ces cassettes, dont la majorité écrasante se compose de mélodrames médiocres ou bien de comédies vulgaires et de films d'aventures, loin d'avoir des effets éducatifs, aboutissent à une sorte de dégénérescence culturelle.

Cependant, les organisations démocratiques ouvrières ont aussi commencé à employer largement des cassettes-vidéo dans leurs activités sociales, culturelles et politiques. Quelques films turcs de qualité, qui ne sont pas projetés dans les salles de cinéma, sont présentés aux migrants turcs par ces organisations, par l'intermédiaire de cassettes-vidéo.

Pourtant, étant donnée la domination des grands capitaux dans la production et la diffusion de cassettes-vidéo, ces dernières restent, comme on l'a vu ci-dessus, des moyens qui contribuent à la dégénérescence et au lavage des cerveaux.

Certes, les moyens de communication des immigrés de Turquie ne sont pas limités à ceux qui ont été mentionnés ci-dessus. Les mosquées et les cafés turcs apparaissent d'ailleurs comme d'autres moyens de communication de grande importance.

L'attachement aux valeurs morales face aux conditions âpres de l'exil, est une réaction qui se ressent vivement chez les immigrés de Turquie, qui mènent une vie de ghetto au sein des sociétés dont la majorité de population est chrétienne. De ce fait, dans les quartiers où s'intensifient la population turque, on récolte souvent des dons afin d'ouvrir des mosquées. Celles-ci proviennent de l'achat et ensuite de la restauration d'églises abandonnées,

ou encore de transformations de grands bâtiments en mosquées, ou bien encore il arrive qu'on construise des mosquées conformément à l'architecture islamo-turque traditionnelle.

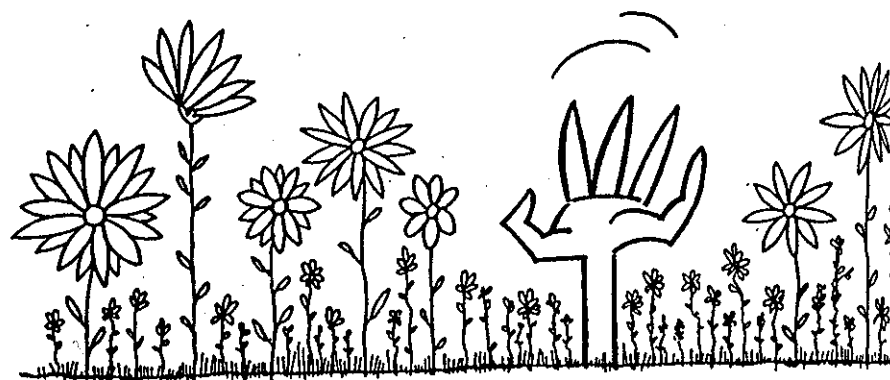
Les immigrés turcs qui, au début, fréquentaient des mosquées fondées par les immigrés arabes, se sont orientés vers l'ouverture de mosquées turques, sous l'influence des milieux religieux de Turquie, et devant leur tendance accrue à s'établir en Europe. Cette institutionnalisation sur le plan religieux a abouti à l'ouverture de mosquées qui ne sont pas seulement des lieux où on fait la prière ensemble, mais aussi des milieux de propagande, d'un type souvent fasciste dissimulée sous l'organisation religieuse. Les *loups gris* mènent leur organisation en Europe dans une large mesure par le biais des mosquées ou des associations pour la construction de mosquées. Naturellement, dans les mosquées, les sujets politiques, sociaux et culturels sont traités dans une optique politique conforme à celle dont la mosquée est le masque.

Le regroupement des immigrés turcs dans les ghettos, et l'isolation de l'immigration turque par rapport aux populations autochtones, implique tout d'abord le maintien des habitudes de consommation qui conviennent parfaitement aux intérêts des entrepreneurs turcs, qui trouvent de grands débouchés dans ces ghettos. De ce fait, ces entrepreneurs constituent les ressources financières les plus importantes pour les associations de construction de mosquées. Par conséquent, les intérêts des entrepreneurs turcs et ceux des organisations conservatrices ou néo-fascistes coïncident sur ce point.

Les cafés turcs, qui deviennent de plus en plus répandus dans les quartiers où la population turque est dense, sont un autre moyen de communication important. Les cafés qui sont fréquentés par les travailleurs actifs, pour changer d'ambiance à la fin d'une lourde journée de travail, et par les chômeurs pour tuer le temps puisqu'ils n'ont pas d'autre moyen pour l'employer, sont des lieux de rencontre où on peut savoir tout ce qui se passe dans le quartier et où on peut être informé de l'actualité en

Turquie. Comme ce sont des lieux où se déroulent souvent des discussions collectives sur l'information fraîche apportée par ceux qui viennent de rentrer de Turquie, les cafés disposent d'une importante fonction du point de vue de la communication de masse. Les lecteurs y trouvent la possibilité de lire certains journaux turcs parus en Europe. Pourtant, du fait que certains cafés sont fréquentés par des personnes de tendances politiques déterminées, les informations qui y sont recueillies et leur évaluation seront loin d'être objectives. Si on met de côté les cafés dont les propriétaires sont des sociaux-démocrates, la majorité écrasante de ces lieux de rencontre se trouve sous la conduite de personnes ou de groupes conservateurs et même néo-fascistes. A ce propos, il faut aussi ajouter que les jeux de hasard y sont assez répandus et encouragés par certains patrons de café qui prêtent de l'argent aux perdants quand cela s'avère nécessaire.

PUBLICATIONS DES IMMIGRES



Alors que les éditions européennes des grands journaux turcs et les émissions radiophoniques disposent d'une vaste influence idéologique sur les travailleurs émigrés de Turquie, la partie consciente de ces masses, avec ses possibilités restreintes, essaie de réaliser des éditions périodiques ou non-périodiques afin de faire connaître ses opinions.

En fait, les émigrés de Turquie ont un long passé en matière de publication politique en dehors de leur pays. Au 19^e siècle déjà, *les Jeunes Turcs* qui ont dû quitter le pays à cause de la repression exercée par les dirigeants despotiques ottomans, ont essayé d'étendre leurs idées en publiant des journaux à Paris et à Londres et en les introduisant clandestinement dans leur pays.

Une des premières revues socialistes importantes parues en turc, "*Kurtulus*", a été publiée par un groupement socialiste turc à Berlin dès 1920.

Jusqu'en 1960, on a pu rencontrer dans de grands centres comme Paris, Londres et Berlin, ou dans les pays socialistes, des journaux turcs publiés par des étudiants

ou par des intellectuels progressistes de Turquie; mais ils n'ont pas eu d'influence significative sur le peuple de Turquie.

Les journaux qui représentent vraiment les opinions des groupements de travailleurs ont commencé à paraître à partir de 1965, quand l'immigration turque est devenue une réalité en Europe.

Pourtant il est impossible d'en parler de façon continue, jusqu'au coup d'état du 12 septembre. Ceci tout d'abord à cause du fait que ces journaux publiés avec des moyens limités faibles tant du côté technique que de celui de contenu n'ont aucune chance face à la concurrence des éditions européennes des journaux commerciaux turcs.

D'ailleurs, même les sympathisants des diverses tendances politiques préféreraient prendre des abonnements aux journaux publiés par leurs organisations en Turquie, que de suivre les journaux publiés en Europe. Leur contenu était plus riche.

C'est après la suppression absolue de la liberté de presse en Turquie à la suite du coup d'état de 12 septembre 1980, et l'arrivée comme réfugiés en Europe de certains dirigeants de diverses tendances politiques, que la réalisation de publications périodiques plus intéressantes a été possible.

Pour le moment, dans les pays européens, presque chaque groupement politique de Turquie publie son propre organe de presse; mais ces publications se maintiennent par le soutien des militants ou bien par celui des organisations des pays européens, qui sont idéologiquement proches de ces groupements politiques turcs.

Entre autre, il faut aussi citer les journaux en turc publiés par des institutions publiques en Allemagne, en Hollande et en Suède, afin de donner des informations pratiques à l'immigration turque et les journaux publiés par les syndicats nationaux pour leurs membres de nationalité turque.

Parmi toutes ces publications, celle qui est la plus satisfaisante, tant du point de vue technique que celui de

contenu, est le "*Demokrat Türkiye*" (Turquie démocratique), journal qui grâce à sa diffusion répandue, se vend plus de 20.000 exemplaires. Le succès de ce journal publié à Cologne dépend tout d'abord du fait qu'il ouvre ses pages à toute personne et organisation anti-fascistes, au lieu de prendre comme objectif de parler au nom d'un groupe politique quelconque.

Les autres journaux publiés par des groupes politiques effectuent leurs ventes soit par abonnement, soit par vente militante aux sorties d'usines, lors de fêtes ou de manifestations. Ainsi, la vente militante des journaux sert aussi bien à l'activité qu'à l'organisation politique, mais reste toujours limitée.

Ces journaux sont composés, en général, avec des machines à sphère, et sont imprimés sur de petites offset. La raison principale en est le fait qu'en général on ne trouve pas dans les imprimeries européennes les caractères spécifiques à l'alphabet turc, à savoir, les lettres Ç, ş, Ö, Ü, ğ, ı, İ. En plus, les machines à sphère donnent aux éditeurs la possibilité de réduire les frais de composition. Composition et mise-en-page des journaux sont souvent réalisées par les éditeurs eux-mêmes.

Imprimés en général sur de petites machines, les journaux immigrés turcs sont de petites dimensions. Nombreux sont ceux qui sont imprimés sous forme de bulletin et dans les dimensions DIN A4 ou Folio.

Le thème principal de ces journaux est la politique. On ne s'intéresse pas tellement aux problèmes sociaux, économiques et culturels actuels de l'immigration.

Néanmoins, vu le fait que l'immigration de Turquie vise de plus en plus à s'établir en Europe, que s'aggravent les problèmes de la deuxième génération et que s'élève le niveau de prise de conscience parmi les travailleurs immigrés, les nouvelles relatives aux questions de l'immigration ont commencé à voir le jour, en se multipliant avec le temps, dans les pages de ces journaux qui sont en effet des organes de presse des groupements politiques.

Publications en turc éditées en Belgique

Les publications destinées à l'immigration turque en Belgique doivent être examinées dans deux catégories:

- a) Les publications des syndicats.
- b) Les publications des groupements de Turquie.

La centrale syndicale belge qui a entrepris, pour la première fois, des publications en turc fut la CSC. Le journal qui a été publié par ce centre syndical aux débuts, sous la forme d'un bulletin, est devenu, à partir de 1976, un journal de quatre pages. Le journal *Emek* qui n'avait jamais interrompu sa parution mensuelle jusqu'en 1980 a commencé à paraître, à partir de cette date, à des intervalles désordonnés.

Quant à la FGTB, elle a commencé à publier un journal intitulé *Türkiyeli İşçi Gazetesi* dans les années 1976-1977. Pourtant, ce journal aurait été suspendu sous les directives de la direction centrale du syndicat aux dires de son permanent turc. Pour l'instant, la FGTB ne dispose d'aucune publication apte à établir des liens en langue turque avec les travailleurs de Turquie. Le journal *Syndicat* édité en français n'est pas expédié à la majorité des membres de la nationalité turque et la plupart de ceux qui le reçoivent ne peuvent pas suivre le message et les opinions du syndicat, puisqu'ils ne disposent pas d'une connaissance suffisante de la langue française pour y arriver.

En dehors des journaux syndicaux, les journaux en turc sont publiés par diverses organisations turques. Aucun d'entre eux n'a pu s'assurer une continuité de l'action:

Kurtuluş Belçika Eki (Supplément de Kurtuluş); Organe de l'Union des Travailleurs de Turquie en Belgique (UTT); 21 x 29,5 cm, 2 pages, 15 FB.; 34, rue de la Poste - 1030 Bruxelles; Paru seulement en 1975

Emeğin Sesi (Voix du Travail); Organisation de Solidarité des Travailleurs de Turquie en Belgique (dissoute); 28 x 40 cm, 4 pages, 10 FB.; 92, rue d'Anderlecht - 1000 Bruxelles; Paru en 1975-76.

Birlik Yolu (Voix de l'Union); Organe de l'UTT; 28 x 40 cm, 4 pages; 34, rue de la Poste - 1030 Bruxelles; Paru en 1977-1978.

Birlik (Union); Organe de l'UTT; 30,5 x 21,5 cm, 12 pages, 15 FB.; Paru seulement en 1979.

Göçmen İşçi (Travailleur Immigré); Organe mensuel du Centre Culturel des Travailleurs de Turquie; 28 x 40 cm, 4 pages, 15 FB.; 22, rue d'Anderlecht-1000 Bruxelles; Paru seulement en 1979-80.

Info-Türk Bülteni - Collectif turc d'édition et de diffusion 21 x 29,5 cm, 9 pages, 10 FB.; Paru entre 1976-80.

Tek Cephe (Front Uni); Union pour la Démocratie en Turquie (dissoute); 28 x 40 cm, 8 pages, 20 FB., BP 1344 - 1000 Bruxelles; paru seulement en 1980-82

Au moment de la rédaction de cette brochure il existait deux périodiques en turc qui continuaient à paraître:

Haber Bülteni (Bulletin d'Information); Organe mensuel de l'UTT; 26 x 36 cm, 2 pages; 74, Av. Clemenceau-1070 Bruxelles; Publié depuis 1980.

Tekoşer (Militant); Organe des Travailleurs et Etudiants Kurdes en Belgique; 19,5 x 27 cm, 20 pages, 40 FB.; BP 33 - 1730 Zellik; Paru depuis 1978.

Un des particularités de la revue *Tekoşer* réside dans le fait qu'une partie des informations et des articles qui y prennent place sont écrits en kurde et l'autre partie en turc. Les publications des organisations kurdes paraissent souvent de façon bilingue. Ceci afin de pouvoir s'adresser tant aux kurdes qui n'ont pas pu avoir le moyen d'apprendre lire et écrire dans leur langue maternelle à cause de l'oppression nationale, qu'aux démocrates et progressistes turcs qui sont en solidarité avec eux dans leur lutte nationale et démocratique. Les publications en kurde parues à l'étranger ont d'ailleurs une grande importance puisque le peuple kurde, dont la population représente un quart de celle de la Turquie, se trouve privé, depuis la fondation de la République en 1923, de son droit à la

publication dans sa propre langue et même de son droit à s'exprimer en kurde.

A côté de ces publications périodiques, l'Info-Türk a publié, depuis 1974, 41 livres dans les domaines sociaux, politiques et culturels et réalisé un disque de musique et deux cassettes de poèmes. L'Info-Türk a d'ailleurs participé à la réalisation technique des publications en turc de diverses organisations.

A différentes périodes, les publications non-périodiques ont été effectuées par l'UTTB en turc et par le Tekoşer en kurde et en turc.

Certains organisations de Turquie qui poursuivent leurs activités en Belgique réalisent des publications dans les langues européennes afin de refléter les problèmes de la Turquie et de l'immigration de Turquie face à l'opinion publique internationale.

L'Info-Türk publie, depuis 1976, des *Bulletins* mensuels de 8 pages en français, en néerlandais, en anglais et en allemand, (21 x 29,5 cm, 8 pages, 50 FB; 13/2 Square Wisser - 1040 Bruxelles).

D'autre part, l'UTTB publie un bulletin intitulé "*Nouvelles de Turquie*" à des intervalles divers depuis 1978 (17,5 x 25,5 cm, 16 pages, 20 FB; 74, Av. Clemenceau - 1070 Bruxelles).

En outre, l'Info-Türk, l'UTTB et la Tekoşer publient, de temps en temps, des documents dans divers langues européennes afin d'informer l'opinion publique européenne.

CONCLUSION

Toutes ces données nous démontrent que, malgré les efforts des organisations démocratiques dans le domaine de l'information, ce sont bien les grands mass media commerciaux qui informent et conditionnent la masse des travailleurs de Turquie. Le résultat est d'enfermer l'immigration turque dans des ghettos culturels et sociaux.

Qu'on se rappelle bien que 300.000 exemplaires de quotidiens turcs sont tirés chaque jour, à destination de 900.000 familles de travailleurs immigrés turcs. C'est dire que ces journaux pénètrent dans une famille sur trois, que l'émission de radio "la Voix de la Turquie", perroquet des pouvoirs politiques, est écoutée dans presque chaque maison de migrants, qu'en dehors de cela, video-cassettes, mosquées et cafés sont prépondérants dans la vie des immigrés. On saisira plus facilement alors l'étendue de ce constant "lavage de cerveau"

D'un autre côté, les pays d'accueil ne possèdent en général pas de politique d'immigration cohérente et en particulier ne mettent pas à disposition de l'immigration des moyens de communication pouvant leur permettre

de s'intégrer, tout en conservant leur identité culturelle. Les quelques faibles moyens qui tentent de résoudre ce problème restent également impuissants et insuffisants.

Dans ces conditions, que peut-on faire?

Sans aucun doute, la réponse à cette question dépend du dynamisme de la seconde génération.

Car ce sont ces jeunes qui connaissent à des différents niveaux toutefois, les cultures en présence, malgré les rigueurs de la pression familiale, ou la cruauté des politiques ségrégationnistes qu'ils rencontrent dans la "terre d'accueil". Ce sont donc eux qui vont faire la synthèse.

Ceux qui effectuent les premiers pas pour une communication démocratique au niveau de la première génération de migrants turcs ont été formés et politisés pour la plupart en Turquie, mais parce qu'ils sont des éléments étrangers à l'immigration économique elle-même, leur message, si juste soit-il, a été insuffisant et le demeure.

Ce message n'atteindra valablement son but que grâce à des jeunes migrants, formés dans la masse immigrée, ayant personnellement vécu tous les problèmes de l'immigration, s'intéressant aussi bien aux problèmes de leur pays d'origine qu'à ceux des pays dans lesquels ils vivent, et aptes à lutter pour les résoudre côte à côte avec les autres forces démocratiques (autochtones ou immigrées) de ces pays.

Petit à petit ces jeunes, qu'ils soient naturalisés ou non, vont peser de tout leur poids non seulement sur les media s'adressant aux seuls migrants, mais également sur les media, (journaux, radio, télévision, littérature ou cinéma) propres à ces pays.

Ils prendront toute leur place dans l'édification de l'Europe multi-culturelle de demain et dans cette Europe nouvelle, les Ahmet, les Ayşe ou les Genco auxquels, dans leur ghetto turc d'aujourd'hui, on veut même ôter le droit à l'éducation élémentaire, ceux-là aussi auront le droit à la parole et décideront de l'avenir.

La lutte actuelle, aussi bien sur le plan politique que culturel, ou sur celui de l'information, est une lutte pour leur ouvrir cette voie...

TABLE DE MATIERES

PREFACE	3
IMMIGRATION DE TURQUIE	9
PRESSE DE TURQUIE	15
Pression permanente sur la vie intellectuelle	18
Monopolisation dans la presse turque	21
PRESSE TURQUE DESTINEE A L'IMMIGRATION	24
Production et contenu des éditions européennes	29
Une nouvelle entreprise: Le lobby turc	31
EMISSIONS DESTINEES A L'IMMIGRATION	35
Emissions de Radio provenant de Turquie	38
Emissions de radio provenant des autres pays	39
Emissions de TV	41
AUTRES MOYENS DE COMMUNICATION	43
PUBLICATIONS DES IMMIGRES	49
Publications éditées en Belgique	54
CONCLUSION	57

